

Article 21 du Règlement

exceptionnel du président du Marathon, M. Serge Arsénault, aussi résidant de Saint-Bruno de Montarville.

Bravo et félicitations à tous, et longue vie au Marathon international de Montréal!

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT**LA NÉCESSITÉ D'AVOIR UNE DÉCLARATION DES DROITS ÉCOLOGIQUES**

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures sur l'évaluation et l'étude de l'environnement. Ces nouvelles mesures prévoient une participation plus importante du public dans l'évaluation des répercussions écologiques, une décision judicieuse puisque les simples citoyens veulent avoir voix au chapitre, et que les groupes environnementaux ont beaucoup d'expérience et de savoir-faire à offrir dans ce domaine.

Mais ce procédé ne porte que sur la planification, et ne comprend aucun règlement. La planification est certes une étape essentielle, mais sans intervention véritable, sans réglementation en perspective, elle est insuffisante. Les écologistes souhaitent une mesure législative pour protéger l'environnement, une mesure comportant des sanctions sévères imposées par des tribunaux indépendants.

On ne saurait se contenter d'un cataplasme dans ce domaine. Compte tenu de l'ampleur des dégâts écologiques actuels. Il faut vraiment protéger l'environnement car l'industrie maintient toujours sa ligne de conduite traditionnelle. Les pollueurs en puissance tiendront davantage compte des considérations écologiques dans leurs projets s'ils craignent d'éventuelles poursuites ou des sanctions.

Les Canadiens veulent une véritable législation de l'environnement accompagnée d'une déclaration des droits écologiques. Ils ne sauraient se contenter de moins.

* * *

L'AIDE EXTÉRIEURE**LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS MONDE—LES MARCHES DE SOLIDARITÉ ORGANISÉES PAR LA FONDATION AGHA KHAN**

M. Alan Redway (York—Est): Monsieur le Président, hier, en compagnie de 2 000 autres personnes, j'ai eu le plaisir de prendre part à la marche de solidarité pour le développement du tiers monde, qui a eu lieu dans le parc de Taylor Creek dans ma circonscription. Cette marche, et d'autres semblables organisées à Vancouver, Edmonton, Calgary et Montréal, a été organisée sous les auspices de la Fondation Agha Khan Canada dans le but de sensibiliser davantage les Canadiens au développement international et recueillir des fonds pour venir en aide aux habitants des pays en développement. L'ACDI et, dans le cas de l'Alberta, l'organisme appelé Alberta Aid verseront un montant égal à celui des dons recueillis.

La Fondation a été créée par Sa Majesté l'Agha Khan, chef spirituel des musulmans ismaéliens. On compte dans l'agglomération torontoise près de 15 000 Canadiens de cette confession.

Depuis leur arrivée au Canada il y a quelques années à peine, les ismaéliens se sont manifestés dans les professions libérales, dans les milieux d'affaires et dans les services communautaires. Dans ma propre localité, les Canadiens ismaéliens subventionnent les scouts, les guides, les cours de citoyenneté et les cliniques de donneurs de sang. La marche de solidarité pour le développement du tiers monde d'hier est une autre manifestation de l'exemple exceptionnel que ces gens donnent à l'ensemble des Canadiens.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE LIBRE-ÉCHANGE—LES EMPLOIS—LES FEMMES—LA NÉCESSITÉ POUR LE GOUVERNEMENT D'AGIR**

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, la semaine dernière on nous annonçait que les pourparlers sur le libre-échange étaient discontinués, ou bien qu'il y avait une pause. De toute façon, pour l'instant, c'est l'impasse. Il faut dire que le malheur des uns fait le bonheur des autres, et je m'explique.

Plusieurs femmes ouvrières, petites mains dans l'industrie de la bonneterie et du cuir, ont poussé un soupir de soulagement, car on sait que le libre-échange est un mauvais présage pour plusieurs d'entre elles: pertes d'emplois, déplacements de familles, et ainsi de suite. S'il y a une reprise des pourparlers, il faudrait considérer plus sérieusement les emplois pour les femmes dans cette entente. Je sais que plusieurs pousseront les hauts cris en disant que le bien du pays doit passer avant tout. C'est justement du bien du pays dont je parle: 52 p. 100 de la population canadienne sont des femmes qui désirent l'égalité dans leurs foyers et au travail. Donc, il faudrait que le gouvernement passe à l'action au lieu de dire de belles paroles et fasse encore des choses positives de plus dans le libre-échange, pour les femmes entre autres.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU CHEF DU PARTI SOCIALISTE**

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, vous me permettez de citer le chef du parti socialiste—les *Débats* du 25 septembre 1987, à la page 9346:

Je demande, aux termes de l'article 29 du Règlement, la permission de proposer l'ajournement de la Chambre...

Pourquoi? Pour discuter du libre-échange.

Deuxième citation, les *Débats* du 23 septembre 1987, page 9232. Le chef socialiste dit:

Le premier ministre voudrait-il dire directement aux Américains, aujourd'hui, que ces discussions sont terminées, finales?

A la même page, un peu plus loin:

Nous tenons à ce qu'il...

le premier ministre

... mette un terme à ces négociations.

Pourquoi? Pour ne pas discuter du libre-échange, monsieur le Président.